



Cahier gratuit de La Nouvelle République (n° 23.940) et Centre Presse (n° 126)



Illustration : Playground



Aujourd'hui, plus de 50 titres de la presse régionale s'allient pour révéler les contours d'une France déjà en transition #EnQueteDeDemain

# En quête de demain / n°4

**P**énurie d'eau, sécheresses inédites, incendies de forêts géants, canicules à répétition, vagues de chaleur plus intenses, montée des eaux... Les effets du réchauffement climatique sur l'humain et la biodiversité, déjà bien malmenée, se font chaque jour de plus en plus visibles, avec une urgence d'agir de plus en plus pressante. Agir pour a minima contenir le réchauffement climatique bien en dessous des 2 °C, comme visé par l'accord de Paris adopté en 2015. Agir pour nous adapter dès à présent aux nouvelles conditions climatiques et enrayer l'effondrement de la biodiversité. Mais aussi agir pour renforcer notre tissu social, déjà fragilisé par les tensions économiques, sociales et politiques, et sur lequel repose pourtant notre capacité à faire face aux changements. Avec *En quête de demain*, nous vous proposons de dépasser la ligne de crête sur laquelle nous avons souvent l'impression de vaciller

« Les effets du réchauffement climatique sur l'humain et la biodiversité, déjà bien malmenée, se font chaque jour de plus en plus visibles, avec une urgence d'agir de plus en plus pressante. »

entre intérêts individuels, marchands, économiques et bien commun, pour mettre la lumière sur les initiatives qui tentent de réconcilier l'humain et la nature ou l'individu et le collectif. Car, oui, d'autres modèles existent, se testent, se développent en permanence dans nos territoires. Qu'il s'agisse de lutter contre l'érosion du littoral ou les îlots de chaleur en remplaçant la nature au cœur de nos aménagements ou de repenser nos façons de produire et de consommer à l'aune des limites planétaires, ou encore de permettre à chacun de contribuer à son échelle. Ces initiatives et ces nouveaux modèles, portés par des collectivités locales, des entreprises, des citoyens, méritent eux aussi de se faire plus visibles. C'est pourquoi La Nouvelle République et Centre Presse s'associent à Sparknews et plus de cinquante titres de la presse régionale pour cette nouvelle édition d'*En quête de demain*.

## entretien

### « L'humanité doit décarboner »

Depuis plus de quarante ans, le médecin-explorateur Jean-Louis Étienne parcourt la planète ! Avec Polar Pod, son combat pour la protection de la Terre est toujours d'actualité... Et son regard affûté.

« **Persévérance** », votre nouveau navire associé à la station flottante Polar Pod, vient d'être mis à l'eau au Vietnam. C'est la première étape d'un immense projet d'exploration et d'études en mers australes qui commence...

« Oui. *Persévérance* est d'abord un navire qui doit assurer l'avitaillement de la future station d'exploration Polar Pod. Il est à l'eau et, lors d'un premier voyage de 8.000 milles nautiques (près de 15.000 km), il a pris la direction de Marseille. Il y embarque du matériel scientifique. Il fera ensuite étape en Bretagne avant de prendre, en septembre, la direction de l'archipel du Spitzberg (au nord de la Norvège). Ce navire a été éco-conçu pour réduire son impact environnemental. Outre les allers et retours réalisés entre le Polar Pod et le continent, *Persévérance* effectuera de nombreux relevés dans les eaux australes. Il proposera aussi des voyages éthiques engagés pour la préservation des écosystèmes. Nous l'avons équipé de huit cabines confortables. Outre nos missions scientifiques, nous devons en assurer le fonctionnement économique. Ces croisières culturelles et scientifiques, complémentaires à la mission Polar Pod, y contribueront. »

« **Persévérance** » étant désormais à flot, où en est donc la construction de la station internationale Polar Pod ? Quand sera-t-elle opérationnelle ?

« J'ai l'habitude de dire que ce Polar Pod est ma cathédrale... Un projet d'expédition un peu fou, digne de Jules Verne. La première tôle du Polar Pod sera découpée à Concarneau en novembre 2023 par le chantier Piriou qui assemblera la nacelle. C'est elle qui accueillera les scientifiques et le matériel de recherche. Une fois achevée, cette nacelle sera transportée jusqu'à Cape Town (en Afrique du Sud) où sera construite toute l'infrastructure flottante. Les essais en mer de la station se feront là-bas également. Le Polar Pod sera ensuite officiellement livré à l'association Océan polaire (reconnue d'intérêt général), que je préside. L'expédition Polar Pod sera opérationnelle en juin 2025. »

En quoi ces recherches en eaux australes sont-elles capitales pour les scientifiques ?

« À l'autre bout du monde, cet immense océan de tempêtes est encore méconnu. Il est pourtant acteur majeur du climat et réserve de la biodiversité marine. Il absorbe 93% de l'excès de chaleur. Et il est le récepteur de 30% du gaz carbonique émis par l'homme ! Pour l'étudier de près, il



Jean-Louis Étienne a été, en 1986, le premier homme à atteindre le pôle Nord en solitaire. (Photo Thierry Creux - Ouest-France)

nous fallait ce vaisseau adapté, qui mesurera l'évolution des échanges entre l'atmosphère et l'océan... Le Polar Pod fera l'acquisition de données sur le long terme qui seront transmises aux chercheurs, océanographes, climatologues, biologistes. Quarante-trois institutions scientifiques de douze pays sont impliquées dans ce projet international ! »

En quarante ans d'exploration, vous n'avez jamais renoncé, jamais rien lâché... « **Persévérance** », serait-ce un nom qui pourrait vous définir ?

« Effectivement, ce nom ne doit rien au hasard ! Il est le symbole d'un engagement de longue haleine. Cette persévérance est un moteur. Elle m'invite, à 76 ans, à continuer... L'humanité doit, coûte que coûte, décarboner pour que la situation environnementale ne vire pas au drame. Je reste confiant. Si nous le voulons : les "30 Glorieuses" sont devant nous... »

Face aux menaces sur l'environnement partout sur la planète, au réchauffement climatique irrémédiablement enclenché, quels messages entendez-vous passer, aujourd'hui, aux nouvelles générations ?

« La jeunesse a besoin de rêves, de modèles d'audace, d'engagements incitatifs, de croire en ses ambitions... Et quand elle alerte, elle a raison de le faire ! Il s'agit aussi, à mon sens, d'être efficace chacun dans sa zone d'influence. À mon niveau, l'expédition Polar Pod permettra d'animer en "temps réel" un grand projet pédagogique international en collaboration avec l'Union internationale de conservation de la nature (UICN). Ce projet aura la légitimité du travail de terrain. On peut aujourd'hui, grâce aux technologies numériques, transmettre en direct ce que l'on observe. On le fait déjà via le "PolarPODibus" qui fait le tour des académies avec le concours du ministère de l'Éducation nationale.

« J'ai conscience de l'impact de la vie humaine sur notre climat. Mais, ne sommes-nous pas des mutants surdoués ? Nous avons aussi l'intelligence des solutions et la capacité de les mettre en œuvre. La température monte, notre planète est fiévreuse. Les dégâts engendrés seront à la hauteur de la hausse de cette fièvre. Alors, chacun sur cette planète peut œuvrer à sa mesure, selon ses moyens, être l'investisseur de la solution... Sans fatalisme et dans l'enthousiasme ! »

Recueilli par Pierre Wadoux, Ouest-France, pour *En quête de demain*

www.jeanlouisetienne.com

aube

# Du vert dans les salles obscures

A Troyes, les cinémas Utopia ont ouvert un complexe écoresponsable dans un bâtiment à énergie positive, avec une programmation indépendante dans des salles à taille humaine. Une première.

C'est un cinéma qui révolutionne le genre. Par sa conception et sa construction écoresponsable et par sa programmation garantie sans *blockbusters*. Le cinéma Utopia qui a ouvert ses portes en décembre dernier à Pont-Sainte-Marie, près de Troyes (Aube), est à l'image des fondateurs du réseau, les parents de l'actuelle porteuse du projet, Anne Faucon.

## Exigence écologique et circuits courts

Les cinémas Utopia sont nés dans une salle paroissiale à Aix-en-Provence en 1971 de la volonté d'un couple de cinéphiles. Ils comptent aujourd'hui sept salles, six d'entre elles sont situées dans le sud de la France et la septième est dans l'Aube. En 2018, le réseau qui cherche à se développer au nord de la Loire, jette son dévolu sur Troyes.



Anne Faucon, gérante de l'éco-ciné Utopia. (Photo Anne Gennevrier)

La Ville a accordé un bail d'un siècle, a investi pour aménager voirie et parkings, le Département est également intervenu dans ce projet à 2,5 millions d'euros. Utopia propose une autre façon de consommer le cinéma: « On programme ceux qui ne bénéficient pas des grosses machines, des grosses productions comme Harry Potter ou Disney, des films à petits

budgets mais qui plaisent au public », commente Anne Faucon. Mais ce qui distingue véritablement ce cinéma, c'est qu'il est l'unique éco-ciné de France. De sa conception à sa construction et aujourd'hui son exploitation, le complexe est écoresponsable. Un ciné écolo qui devrait faire école. « Le développement durable, c'est important pour nous. On a un bâtiment zéro dé-

chet, à énergie positive, c'est-à-dire qu'il produit plus d'énergie qu'il n'en consomme. Le bâtiment est décarboné, construit dans des matériaux nobles et notamment le bois. Une nouveauté végétalisée permet une meilleure gestion de l'eau. »

## Murs en paille et toilettes sèches

« Nous sommes équipés de toilettes sèches, de systèmes de pointe pour ventiler les lieux. » Cette exigence écologique et économique se double d'une ambition de privilégier les circuits courts. De l'étude de l'étanchéité à l'air au mur en pan de bois et béton-chanvre réalisé par des stagiaires locaux, en passant par les tentures murales ou les velours des sièges de l'entreprise auboise Velto, la responsable d'Utopia est ravie de mettre en lumière ces partenariats locaux. Pas de certification écolo pour ce cinéma vert car les labels ne sont pas en odeur de sainteté chez Utopia, « c'est juste des trucs pour payer », assure Anne Faucon, mais des choix qui font

la différence et du bon sens. De la réflexion donc à défaut de certification avec par exemple des projecteurs 2K, moins énergivores, une cheminée et de la récup'. Les meubles ont été chinés dans les brocantes, comme le magnifique comptoir en bois qui accueille désormais la billetterie apportant un supplément d'âme et de la chaleur au lieu.

Seul le papier a droit de cité. Le programme est imprimé dans la gazette papier du cinéma distribuée gratuitement et même les tickets d'entrées sont en papier. Pas question de consulter les horaires ou de réserver par Internet.

« C'est notre état d'esprit, on a besoin de se rassembler, de se rencontrer, d'avoir à disposition le programme sur support papier que l'on peut consulter et reconsulter à loisir ou partager avec ses voisins. Comme les tickets que l'on peut conserver pour se remémorer une émotion, un moment », assure Anne Faucon.

Anne Gennevrier, L'Est Éclair



Illustration : Playground

un programme  
Sparknews

## ET SI LES SOLUTIONS ÉTAIENT DANS NOS TERRITOIRES

Aujourd'hui, plus de 50 titres de la presse quotidienne régionale s'allient pour révéler les contours d'une France déjà en transition.

#EnQuêteDeDemain

## haute-garonne

## BeeGuard, l'apiculture connectée

La société toulousaine BeeGuard propose à ses clients des ruches connectées. Équipées de capteurs, voire de caméras, elles permettent de mesurer très précisément l'activité et la mortalité des abeilles.

Des ruches connectées pour mieux prendre soin des abeilles, sentinelles de l'environnement. Tel est le concept de la société BeeGuard, créée en 2016 à Labège, près de Toulouse (Haute-Garonne). « Le principe, c'est d'utiliser l'abeille comme un bio-indicateur, explique Christian Lubat, son fondateur. Chaque abeille va se nourrir avec de l'eau, du nectar et du pollen, récoltés dans un rayon de 3 km. Elle va entrer et sortir quinze à vingt fois par jour pour butiner et effectuer ainsi des dizaines de milliers de prélèvements dans son environnement. »

## Une intelligence artificielle embarquée

Environ 5.000 ruches BeeGuard ont été installées en France et en Europe. Dotées de nombreux capteurs, elles mesurent avec précision et en continu la température interne et les variations de poids de la ruche, liées à l'activité de butinage et à la production de miel. « Ces données sont envoyées plusieurs fois par jour en 4G, analysées sur un serveur et sont consultables sur Internet », ajoute Christian Lubat.

Innovation majeure de l'entreprise l'an dernier : le compteur d'abeilles BeeLive. Issu de trois ans de recherche, il équipe déjà une cinquantaine de ruches en



Christian Lubat, fondateur de BeeGuard, présente le compteur BeeLive, une innovation qui a reçu un prix au Salon de l'agriculture 2022. (Photo Clément Gassy)

France. L'idée est étonnante : installer deux mini-caméras dans la ruche pour enregistrer les entrées et sorties des abeilles. Butinez... vous êtes filmées ! « Grâce à une intelligence artificielle embarquée, on va traiter les images en analyse vidéo et les dénombrer très précisément, avec une marge d'erreur inférieure à 5 % », précise le chef d'entreprise. Et ce, sans les déranger. Une petite révolution qui lui a valu un Award d'Argent au Salon de l'agriculture 2022. Les données sur la popu-

lation d'abeilles sont croisées à celles d'une petite station météo, elle aussi connectée (vitesse du vent, température extérieure, humidité, pluviométrie). Mais concrètement, à quoi ça sert ? Les abeilles, dont la fragilité inquiète les experts, sont très sensibles aux pollutions (agricole, urbaine, industrielle). Sans parler des effets du dérèglement climatique... En Europe, le taux de mortalité annuel est très élevé : 30 %. Grâce au compteur BeeLive, on peut comprendre très vite l'impact

d'une modification environnementale sur la colonie d'abeilles et donc sur la biodiversité. En clair : détecter des « signaux faibles ».

## Éviter l'effondrement de la biodiversité

Les ruches BeeGuard peuvent donc servir aux apiculteurs à mieux prendre soin de leurs colonies bien sûr, mais aussi à un public plus large, qui travaille à la transition écologique. Laurent Bourdil, président de l'association nationale des agricul-

teurs multiplicateurs de semences oléagineuses (Anamos), expérimente BeeLive depuis deux ans dans son exploitation de 300 ha à Castelnaudary (Aude). « La pollinisation est essentielle au développement des oléagineux et la bonne santé des abeilles joue beaucoup sur les rendements et la qualité des semences. Le compteur BeeLive me permet de mieux connaître l'activité de mes colonies et faire quelques adaptations. »

Exemple : planter davantage de végétaux mellifères tels le sainfoin ou des bandes fleuries. Après analyse, ces données pourraient aussi permettre de déterminer le nombre de colonies nécessaires et les sites où les implanter pour une pollinisation optimale.

Cet innovant compteur BeeLive intéresse aussi la science. Il a été utilisé pour le projet de recherche Econect, lancé en janvier 2020. Mené par six laboratoires, dont l'Université Toulouse III Paul-Sabatier, l'INRAE et le CNRS, il étudie la réaction et l'adaptabilité d'espèces « sentinelles » au stress climatique et aux pollutions humaines. Parmi elles, des escargots aquatiques, des oiseaux et des abeilles donc. La ruche connectée renseigne les chercheurs sur l'activité des insectes, mais aussi sur leurs capacités d'apprentissage et de mémoire.

Clément Gassy,  
La Dépêche du Midi

## charente-maritime

## Rochefort, pionnier du traitement naturel des eaux usées

Bienvenue à Rochefort, sa corderie royale, son pont transbordeur et... sa station de lagunage ! Cette ville de 23.500 habitants, en plein marais et au bord de l'estuaire Charente, a fait un choix écologique, économique et même touristique pour traiter ses eaux usées. Née en 1985, sa station de lagunage est la plus grande de France.

Vertueux

Bien sûr, ce système vertueux devait cocher plusieurs cases : l'espace (ici 35 ha de plan d'eau) à prix réduit (70 ha inondables et non constructibles) au sol imperméable (20 m d'argile de l'ancien lit du fleuve), avec soleil et vent. La volonté politique a fait le reste.

Alors comment des bassins profonds de 1,20 à 1,40 m peuvent épurer chaque jour 5.000 m<sup>3</sup> d'eaux usées ? D'abord, on filtre : le dégrillage pour ôter papiers et plastiques ; le dégraissage pour remonter les graisses (lessives, savons) et



Le pari remporté est aussi touristique puisque la station se visite aussi pour son riche écosystème. (Photo Thierry David)

les dévier dans une fosse ; le dessablage pour collecter terre, sable et déchets alimentaires déposés en fond de cuve.

## Chaîne alimentaire

Puis, deux heures dans un décantateur permettent le dépôt

de 80 % des matières fécales. En trois semaines dans un digesteur, ces boues seront minéralisées par les bactéries anaérobies et deviendront compost. Le méthane issu de cette fermentation sert de combustible pour produire

électricité et chaleur nécessaire au système de traitement.

Dans la première lagune, l'eau décantée s'oxygène au contact de l'air et du vent. Les bactéries aérobies qui apparaissent minéralisent les 20 % de fèces restantes (1) et produisent des sels minéraux. Tandis que les bactéries pathogènes sont mangées par les UV (2).

Dans la deuxième lagune, l'eau riche en sels minéraux voit naître du phytoplancton qui, grâce au soleil, l'oxygène à nouveau. Dans la troisième lagune, l'eau riche en microalgues et en oxygène voit apparaître du zooplancton (petits crustacés et insectes). La chaîne alimentaire contribue à épurer l'eau qui sera rejetée au fleuve après avoir traversé les deux dernières lagunes. Il lui aura fallu quatre mois pour atteindre la qualité d'une eau de baignade. Les plages et l'ostréiculture à l'entour sont gagnantes com-

me l'écosystème qui plaît aux oiseaux palmés, et même aux petits échassiers, grâce aux quatrième et cinquième bassins peu profonds, aménagés par la Ligue pour la protection des oiseaux, gestionnaire des lieux.

Cette station exemplaire a fait école en France et à l'étranger. Rochefort a montré la voie d'un équipement écologique, mais aussi économique avec un prix de l'eau qui est un des moins chers du Sud-Ouest, et touristique puisque la station séduit aussi les visiteurs.

Kharinne Charov,  
Sud Ouest

(1) Elle se dépose au fond, d'où la nécessité, tous les vingt ans, de curer ces boues qui serviront d'engrais agricoles.

(2) Il reste d'infimes concentrations de métaux lourds, de résidus de médicaments et d'œstrogènes des pilules.

COFFEEB BY CAFÉ ROYAL

# La révolution du café engagé : une capsule sans capsule

Avec 100 000 tonnes de déchets générées chaque année dans le monde, les capsules de café sont aujourd'hui un défi environnemental. Pour le relever, CoffeeB by Café Royal innove avec le système à capsule sans capsule : une révolution sans plastique ni aluminium, 100 % compostable.



*« Le cycle de vie du café intègre la culture et la torréfaction, le transport et le conditionnement, la machine à café et le traitement des déchets. Chaque étape doit être prise en compte. »*

## Une entreprise engagée

CoffeeB by Café Royal, c'est la Migros, coopérative suisse experte du café, engagée de longue date dans une démarche écoresponsable. Ses outils ? La sélection des meilleurs grains, des partenariats directs avec de petits producteurs, des cafés certifiés bio et Max Havelaar Fairtrade... ainsi qu'une traçabilité exemplaire dans le cadre du commerce équitable, certifiée par UTZ, l'un des plus importants programmes de développement durable au monde pour le café, le cacao et le thé. C'est sur ce socle de valeurs qu'est née la gamme CoffeeB, forte d'un objectif encore plus ambitieux : réduire les déchets avec une nouvelle norme de consommation écoresponsable. Une

solution exposée par le torréfacteur le 26 mai à Paris lors de « Change Now », le plus grand événement des solutions pour la planète rassemblant 120 pays et 400 intervenants autour de 1 000 actions concrètes.

## Des capsules zéro déchet

La solution CoffeeB by Café Royal ? Supprimer la capsule. La fine enveloppe végétale qui la remplace préserve les arômes et la stabilité du café compressé au cœur des boules, tout en étant 100 % compostable à la maison. Les emballages sont fabriqués à partir de fibres moulées pour une conservation longue durée, avant recyclage en bac jaune. Une machine à café complète la solution, économe en énergie, robuste et

durable, constituée de 15 à 34 % de matériaux recyclés, mais aussi recyclable à 74 % grâce à sa fabrication modulaire. Le tout sans compromis sur la qualité du café.

## Un café certifié

Selon Rainforest Alliance, plus de 75 % du café vendu en 2019 l'était sans certification ni norme de production durable. Pour Café Royal, à l'inverse, la durabilité sociale, économique et environnementale est une obligation que les certifications incarnent. Elles accompagnent les communautés locales vers une culture pérenne, offrant de meilleurs rendements et de meilleures conditions de travail avec un coût environnemental moins élevé. C'est pourquoi sur les huit références CoffeeB by Café Royal, six sont certifiées Rainforest Alliance et deux sont biologiques, certifiées Fairtrade.

## Un cycle de vie compensé

L'impact environnemental de la consommation de café ne se résume ni aux capsules, ni à la culture. Au-delà des innovations et des certifications, Café Royal a donc choisi de compenser à 100 % l'impact de ses activités, de la cerise jusqu'à la tasse, appuyé par une analyse approfondie des impacts à chaque étape du cycle de vie du café. Chaque année, le producteur compense ainsi 49 000 tonnes de CO<sub>2</sub> grâce à des projets de protection du climat certifiés au niveau international. Une initiative récompensée par le label « Gold Standard », le plus haut degré de certification pour des projets de compensation carbone.

## 3 QUESTIONS QUI COMPTENT POUR UNE TASSE DE CAFÉ PLUS RESPONSABLE

### La machine à café à grains est-elle meilleure pour l'environnement ?

Pas si simple. La machine à capsule permet de contrôler le dosage de café par tasse : sa moyenne est de 5 à 6 g, contre 7 à 8 g pour la machine à grains. Or 1 g de moins par tasse, ce sont plusieurs milliers de tonnes annuelles en moins à l'échelle nationale. Une machine à grains est également plus lourde, or il faudrait au moins 2 500 cafés consommés pour amortir chaque kilo de composants.

### Le café peut-il être écologique ?

Toute activité humaine a un impact environnemental, mais il est possible de le réduire significativement. Par exemple avec du café certifié, idéalement bio, à dose contrôlée et sans déchets, même si le café le plus écologique reste celui qu'on ne boit pas.

### Les capsules aluminium constituent-elles une solution responsable ?

Pas vraiment. Sans recyclage, les solutions en aluminium ont un impact environnemental de 35 à 65 % plus important, or le recyclage reste minoritaire. Les capsules en polypropylène ont le plus faible impact, et les capsules biodégradables à composter sont une alternative intéressante, d'autant qu'elles ne requièrent pas de traitement pour séparer le marc de café.



90 %  
des foyers consomment du café.



3  
3 Français sur 5 en boivent chaque jour.



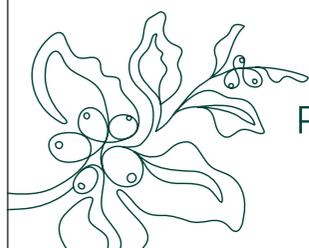
25 %  
seulement des capsules en aluminium sont recyclées.



92 %  
des acheteurs sont inquiets de la situation écologique de la planète.



62 %  
déclarent vouloir consommer de manière plus responsable.



Plus d'informations sur [www.coffeeb.com](http://www.coffeeb.com)

**coffeeB**  
BY CAFÉ ROYAL

indre

# Du pain à l'ancienne pour le village

Agnès Boyé a abandonné son métier d'ornithologue pour se consacrer à la fabrication de pains traditionnels. Une façon de redynamiser son coin de campagne, à Ruffec dans l'Indre.

**C'**est désormais un rituel. Depuis bientôt trois ans, deux fois par semaine, une douce odeur de pain chaud embaume le hameau des Riaux, à Ruffec, dans l'Indre. Un fumet qui s'échappe du Fournil des hirondelles, la petite boulangerie artisanale créée dans ce village de 580 habitants à l'été 2020 par Agnès Boyé.

« Les gens veulent de plus en plus de bio et de local »

« Au début, je faisais juste mon pain chez moi, avec le four de ma cuisine, raconte cette ornithologue de formation. Et petit à petit, la famille a commencé à m'en demander, puis les amis. » Dans ce coin de Brenne, les boulangeries ne sont pas légion, mais ne manquent pas pour autant. « Mais j'entendais de plus en plus de monde me dire "on ne trouve pas le pain que l'on veut". » Sans oublier le confinement à l'époque, qui a mis en exergue « l'importance du maillage économique local ». La passionnée de nature et de ruralité se lance ainsi dans la réfection du four à bois en ruines qui trône dans la cour de sa ferme, et dans la rénovation d'une partie de l'étable pour y aménager un atelier. En 2019, elle passe un CAP de boulangerie en candidate libre. Puis, elle lance une campagne de finan-



Agnès Boyé a trouvé du sens à son service de proximité. (Photo NR, Jean-Sébastien Le Berre)

cement participatif sur le site internet Miimosa qui lui permet de récolter 8.000 €, soit environ un tiers du budget nécessaire. Pour le reste, elle obtient une subvention de la Région, et contracte un emprunt.

## Une soixantaine de clients des alentours

Après plusieurs mois de travaux et l'achat de quelques matériels, elle commence son activité en juillet 2020, à mi-temps d'abord, en conservant son emploi d'ornithologue en parallèle. Mais face au constat que « ce n'était plus tenable », Agnès Boyé décide de se lancer à temps plein en janvier 2022, au retour d'un congé maternité. Car les clients continuent d'ar-

river « sans faire de pub, juste par le bouche-à-oreille ». Pourquoi? « Les gens veulent de plus en plus de bio, et de local », assure la boulangère de 39 ans.

Avec le pain d'Agnès Boyé, ils sont servis: ses œufs proviennent d'une ferme de la commune voisine de Rosnay; son bois de chauffe, d'un fabricant de tonneaux de la commune qui lui revend des chutes de lambeaux. L'ingrédient qui parcourt le plus de kilomètres, c'est sa farine, en provenance d'une petite ferme bio d'Aigurande, à 60 km de là...

Ses clients – une soixantaine désormais – sont « des Ruffécois pour l'essentiel », qui viennent directement dans sa ferme retirer leur pain, le mercredi et

le vendredi. Mais le Fournil des hirondelles, qui a obtenu la certification bio en mars 2023, fournit aussi une épicerie bio du Blanc, la ville voisine. Agnès Boyé livre également les salariés du Parc naturel régional de la Brenne, et ceux de la réserve de Chérine, où travaille son compagnon. Elle se rend par ailleurs sur quelques marchés du secteur, « en saison, quand il y a plus de touristes », ou à Noël. Il y a aussi, à la marge, « quelques personnes qui font un crochet sur la route entre Châteauroux et Poitiers ».

Pour avoir le privilège de repartir avec leur pain, tous doivent cependant se départir d'une vieille habitude, celle d'aller acheter sa bague le

matin. Et en adopter une nouvelle: commander son pain au minimum deux jours à l'avance. Car Agnès Boyé ne veut fabriquer que la quantité de levain nécessaire pour « qu'il n'y ait pas de perte ».

## Un rythme tributaire de la chauffe du four

Et son rythme est conditionné à la chauffe progressive de son four. « Il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton pour l'allumer, sourit la commerçante brennoise. Je fais une petite chauffe de trois-quatre heures le lundi après-midi pour le lancer, puis une autre le mercredi et le vendredi matin, avant d'enfourner mes pains. ». Des pains au levain essentiellement, même si, au fil du temps, Agnès Boyé a peu à peu étoffé son offre: pains au seigle, à l'épeautre, aux raisins, sans gluten, ainsi que quelques brioches... Côté tarifs, la fourchette s'étend de 0,90 € la briochette à 6,25 €. « Je suis assez loin du Smic pour l'instant, confie la Ruffécoise. Ce sera déjà plus viable quand les remboursements seront terminés. »

En attendant, elle a trouvé un rythme de vie et un volume de clients qui correspondent à ses aspirations de jeune maman. Mais surtout, « du sens » à son service de proximité, pas concerné par la hausse du prix de l'électricité. Son prochain objectif: vendre son pain, un jour par semaine, à l'école de sa commune.

Jean-Sébastien Le Berre,  
La NR - Centre Presse

somme

# Un million pour mieux vivre son quartier

L'édition 2022 d'une enquête nationale réalisée par la Fondation Jean-Jaurès montre bien les enjeux autour du concept de budget participatif: l'an dernier, quatre cents communes françaises (dont Tours) étaient engagées dans cette démarche de participation citoyenne, contre un peu plus d'une vingtaine en 2016. À Amiens (Somme), qui s'est lancé pour la première fois en 2021, la Ville met chaque année un million d'euros sur la table pour la réalisation de projets portés par des Amiénois qui participent concrètement à améliorer leur cadre de vie. Après une étude de faisabilité technique, juridique et financière des dossiers, les projets les plus pertinents sont soumis au vote des habitants qui les classent par ordre de préférence jusqu'à épuisement du budget.

« L'intérêt d'un tel dispositif,

c'est que l'on sort de cette logique qui veut que la mairie décide de faire des travaux, on les fait et puis c'est fini. Un budget participatif, c'est redonner du pouvoir d'agir aux citoyens, leur permettre de transformer des initiatives citoyennes en projet concret. Et si les Amiénois les soutiennent par leurs votes, eh bien on y va », résume Jean-Christophe Loric, adjoint au maire du secteur nord d'Amiens, un des quartiers prioritaires de la ville où trois projets ont déjà vu le jour.

## Trois cents projets déposés

Tous ont la particularité de créer du lien social entre les habitants, à l'image de ce verger citoyen partagé, planté au beau milieu de petits immeubles et où, d'ici deux ans environ, chacun pourra venir cueillir des cerises, des pommes, des poires ou des prunes.

Depuis 2021, près de trois cents



Le projet de conserverie citoyenne, lauréat 2022.

(Photo Cécilia Leriche)

projets ont été déposés et une centaine ont été soumis au vote des habitants pour vingt-deux projets lauréats. Six sont déjà sortis de terre ou ont été inaugurés et dix autres sont en cours de réalisation. Les projets

inclusifs, liés à la santé ou à la transition écologique sont les plus plébiscités par les Amiénois, à l'image de ce projet de conserverie citoyenne qui a remporté la première place l'an dernier.

Une enveloppe de 85.000 € a été allouée pour la construction d'un bâtiment annexe où seront mis en bocal des fruits et légumes issus des invendus des grandes surfaces et des surplus des producteurs locaux et maraîchers. Le genre d'initiative écoresponsable que la Ville veut multiplier dans tous les quartiers.

Pour y parvenir et augmenter le nombre de lauréats, elle a modifié son règlement cette année et plafonné à 150.000 € le montant maximum attribué pour chaque projet, contre 250.000 € auparavant.

Térézinha Lecardonnell,  
Le Courrier Picard

bas-rhin

## « Petites Cantines » et grandes rencontres

Nourris par l'ambition de créer du lien, des restaurants participatifs et non lucratifs, Les Petites Cantines, fleurissent depuis quelques années. À Strasbourg (Bas-Rhin), l'établissement a ouvert ses portes en 2019. « Notre objectif, précise Stéphanie, coordinatrice du projet, est d'utiliser la cuisine comme prétexte pour créer du lien et de la proximité. Tout le monde peut venir mettre la main à la pâte, c'est-à-dire préparer les repas, ou simplement manger autour d'une table unique plus propice aux échanges. » La contribution à l'association et au repas est libre. Le réseau national des Petites Cantines, est motivé par « la construction d'une société fondée sur la confiance ».

Philippe Wendling, L'Alsace

**Je suis maman,  
pas taxi.**

**Garantie Taxi Joker**

Faire de la prévention, c'est offrir à vos enfants  
jusqu'à 5 retours de soirée en taxi.\*



\* Jusqu'à 5 retours en taxi par an offerts aux conducteurs de moins de 25 ans désignés au contrat Mon Auto, dans l'incapacité de conduire pour un trajet de moins de 50 km du domicile.  
AXA France IARD • AXA Assurances IARD Mutuelle • AXA Assistance France. Entreprises régies par le code des assurances. © Benoît Paillé.

## biodiversité

## Et si on laissait faire la nature?

Pour s'adapter au changement climatique tout en préservant la biodiversité, les solutions fondées sur la nature (SFN), qui s'appuient sur les écosystèmes, sont mises en avant.

**R**evégétaliser des espaces artificialisés, restaurer des zones humides pour améliorer la capacité d'infiltration des sols, préserver les forêts dunaires pour limiter l'érosion, replanter des forêts pour stocker davantage de carbone... Autant d'exemples de solutions fondées sur la nature (SFN).

Évoquées pour la première fois en 2009 à la Conférence des parties (COP) sur le climat de Copenhague, « ces solutions ont été définies lors du Congrès mondial de la nature à Hawaï en 2016 », explique Nicolas Rodrigues, chargé de mission SFN pour l'Union nationale pour la conservation de la nature (UICN).

## Vivre en harmonie avec la nature

Ce sont des actions qui « protègent et restaurent des écosystèmes naturels » pour « relever, de manière efficace et adaptative, les défis de société » (lutte contre les changements climatiques, gestion des risques naturels, approvisionnement en eau, sécurité alimentaire). Ces actions contribuent à l'amélioration du bien-être des sociétés humaines et de la biodiversité. Vivre en harmonie avec la nature et la préserver, n'est-ce pas évident ? Oui mais le potentiel de ces solutions est largement inexploité, insiste l'UICN. Le



« Une digue peut réduire temporairement le risque de submersion... mais en revanche, elle a des impacts sur les écosystèmes adjacents. (Photo NR)

champ d'action est infini : forêts, littoraux, villes, agriculture... Plutôt que de chercher des innovations dans la technologie, il faut d'abord explorer les solutions offertes par la nature. « Une digue peut réduire temporairement le risque de submersion ; en revanche, elle a des impacts sur les écosystèmes adjacents. Là où il y a la digue, le trait de côte est préservé mais plus loin il est souvent encore plus grignoté par la montée des eaux. Son entretien est très coûteux et ce n'est pas favorable pour la biodiversité », explique Nicolas Rodrigues.

En Gironde, la restauration de la conche des Gaillouneys à la Teste-de-Buch, où les dunes étaient dégradées, a permis de limiter l'érosion littorale et la mobilité dunaire tout en favorisant l'apparition d'espèces. Les travaux ont consisté en l'écrêtage et le remodelage des dunes qui ont ensuite été recouvertes de branchages de pins et de genêts. Dans ce cas, il s'agit de restaurer

et de gérer durablement l'écosystème. Pour encourager le recours à ces solutions, l'UICN publie des retours d'expérience détaillés. Nicolas Rodrigues mène des recherches sur le sujet. « Nous cherchons des exemples qui entrent dans le cadre des SFN et étudions les résultats. J'interviens dans des journées techniques et ateliers thématiques pour vulgariser le concept. L'objectif est de le diffuser partout dans les politiques, pour qu'on recoure le

plus possible à la nature pour répondre aux enjeux de société au lieu de solutions conventionnelles plus coûteuses et plus impactantes pour les paysages. »

## Trouver un compromis

L'UICN a aussi développé un outil pour évaluer les différents projets au regard de la définition des SFN. Les huit critères permettent d'éviter qu'elle soit dévoyée dans les pratiques. L'action doit, notamment, être économiquement viable, reposer sur une gouvernance transparente et être adaptative pour être durable.

« L'idée est de produire des outils techniques pour aider les collectivités, les porteurs de projets. Il ne suffit pas de planter des arbres mais de penser à l'impact que la plantation peut avoir sur l'écosystème en lui-même : quel type d'arbre je veux planter, les impacts socio-économiques, est-ce que ça ne va pas nuire à d'autres usages de l'écosystème... L'objectif est de trouver un compromis entre les différents usages de la nature, ajoute Nicolas Rodrigues, qui constate parfois des dérives. Par exemple, planter des eucalyptus en monoculture pour créer un puits de carbone et atténuer le changement climatique n'apportera pas forcément de bénéfices pour la biodiversité. Cette plante est potentiellement dangereuse et inflammable. »

Emma Gouaille,  
Sud Ouest

## interview

## « Il faut convaincre les décideurs de leur efficacité »

**P**révenir les risques naturels, préserver l'accès à l'eau potable, tout en favorisant la biodiversité... Tels sont les objectifs des solutions fondées sur la nature (SFN) qui souffrent encore de défiance et de méconnaissance, constate Freddy Rey, directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) à Grenoble.

## Les SFN peuvent-elles être une réponse efficace contre le changement climatique ?

« Oui, la lutte contre le changement climatique et notre adaptation à celui-ci est une sorte de fil rouge derrière le concept de solutions fondées sur la nature. On compte une liste de huit critères que doivent remplir les projets pour se prévaloir d'être des SFN, afin d'aider les collectivités à bien les cerner. La lutte contre le changement climatique y apparaît systématiquement, avec, notamment, le principe de la séquestration du carbone. »

**Le développement des solutions fondées sur la nature souffre-t-il du manque de crédibilité que peuvent lui accorder des décideurs face à des solutions grises, jugées plus efficaces, comme le béton ?**

« Une certaine confiance dans les SFN est nécessaire. Si on prend l'exemple des digues, l'enjeu est de protéger des biens et des personnes contre des inondations. Et donc, on pense à des ouvrages très rigides qui



Freddy Rey est directeur de recherche à l'Inrae. (Photos F. Rey)

tiendront face à la puissance des crues. Instinctivement, on va donc construire une digue en béton. Une digue construite uniquement avec du végétal peut-elle offrir la même protection ? La réponse est non. Mais on peut tout à fait envisager une solution mixte, où il s'agit de bien positionner le curseur, par rapport à l'objectif visé. Ainsi, plutôt que de créer une digue en béton, on peut en bâtir une avec des enrochements. Et entre les blocs de pierre, on peut placer de la terre et de la végétation. On va donc pouvoir disposer d'une digue solide sur laquelle faire reposer une trame verte. »

**Les collectivités locales sont-elles nombreuses à prendre en main ce type de solutions vertes ?**

« On est en train de mener des projets de recherches pour évaluer cela, en lien avec les Agences de l'eau. Je dirais que le concept SFN apparaît de plus en plus mais souffre encore de méconnaissance. Ou alors des élus



Recréer des méandres dans un cours d'eau permet de diminuer l'impact de possibles inondations en aval.

se disent : « Voilà encore un terme pour décrire des choses qu'on fait déjà, on ne va pas perdre de temps à savoir si ce sont vraiment des SFN. » On constate néanmoins une forme d'engouement et de mise en application par nos décideurs publics, jusqu'à l'écriture de projets de loi, qui donnent le sentiment que l'on va passer un cap. Dans le plan Eau présenté par le pré-

sident de la République récemment, figurent cinquante-trois mesures. Les SFN apparaissent dans trois d'entre elles, en particulier par le biais de projets de collectivités. Maintenant, il faut mettre le paquet pour que celles-ci se les approprient vraiment. »

Recueilli par Frédéric Jacq,  
Le Télégramme

indre-et-loire

# En Touraine, les prairies repoussent

La communauté de communes Loches Sud-Touraine a fait disparaître des dizaines d'hectares de peupliers des prairies inondables. Elle en mesure aujourd'hui les effets positifs.

**V**aste zone inondable au carrefour des communes de Loches, Beaulieu-lès-Loches et Perrusson en Sud-Touraine, les Prairies du Roy sont classées Espace naturel sensible (ENS) depuis 2003.

Gérés par la communauté de communes Loches Sud-Touraine depuis 2010, plusieurs plans de gestion ont permis à la collectivité de créer des chemins pédestres de balade, de restaurer des bras de la rivière de l'Indre et une partie de leurs berges mais aussi de lancer un vaste plan de remplacement des nombreuses peupleraies en prairies.

## Moins de peupliers davantage d'eau disponible

« Après une tendance agricole des années 1960-1970 qui a consisté à planter des centaines de peupliers dans cette zone humide qui n'était plus valorisée, l'endroit a ainsi retrouvé en partie sa vocation première qui était le pâturage et le fauchage agricole », explique Floriane Sommier, technicienne de rivières et chargée de la gestion de l'ENS des Prairies du Roy.



Une fois disparus, les peupliers laissent également la possibilité d'avoir un joli panorama sur la cité royale de Loches. (Photo Loches Sud-Touraine)

La collectivité a d'ailleurs procédé à un important chantier d'acquisition foncière et possède aujourd'hui environ 150 ha sur les 250 que compte le site. « L'implantation des prairies, le renforcement et l'entretien du maillage bocager, la restauration des rivières et des roseières ainsi que la création de mares sont des actions que l'on peut qualifier de solutions fondées sur la nature (SFN) », ajoute Floriane Sommier.

« Leur avantage est de protéger, gérer durablement et restaurer les écosystèmes pour répondre aux enjeux du changement climatique, de la qualité des milieux aquatiques et de la gestion du risque inondation », explique Étienne Arnould, conseiller communautaire de Loches Sud-Touraine, délégué aux plans d'eau et espaces naturels sensibles. En effet, les prairies absorbent moins d'eau que les peupleraies qu'elles ont remplacées,

entre 200.000 et 400.000 m<sup>3</sup> d'eau par an sont désormais mobilisables durant la période estivale.

### Du fourrage supplémentaire

En 2021, la communauté de communes a réalisé une enquête (1) sur les effets des actions de gestion menées depuis 2010 sur les Prairies du Roy. Il en ressort, notamment, que grâce au remplacement des peupliers par 68 ha de

prairies, huit agriculteurs produisent en moyenne 300 t de fourrage supplémentaires représentant – selon les années – de 13.000 à 25.000 € par an de fourrage. « L'entretien des prairies réalisé par les agriculteurs permet à la collectivité de réduire ses coûts d'entretien des terrains, soit une économie annuelle de 26.000 € pour le broyage et 88.000 € pour le fauchage et le transport », présente Floriane Sommier.

Enfin, des actions pédagogiques à destination du public scolaire mais également culturelles grâce à une convention signée avec l'association B2X basée à Beaulieu-lès-Loches et qui propose chaque année un parcours artistique d'œuvres réalisées spécialement sur place, les Prairies du Roy permettent aux habitants du territoire d'apprécier la tranquillité et le calme des lieux. Depuis peu, la communication autour des activités s'y déroulant a été confiée à l'office de tourisme local, témoignant un peu plus de l'intérêt grandissant autour de cet écosystème remarquable situé entre trois aires urbanisées.

Bruno Bouchet,  
La NR - Centre Presse

(1) Réalisée par le groupement AC-Teon, Ecodécision, Eco Logique Conseil et ASCA, en partenariat avec Loches Sud-Touraine.

haute-vienne

# Un étang s'efface, une zone humide s'éveille

**U**ne tache bleue de moins, sur les centaines qui renvoient leur reflet à l'observateur survolant le Limousin. L'étang du Mazet, à Bussière-Galant, a été effacé, ce n'est ni un changement majeur dans le paysage de la Haute-Vienne, « ni une révolution » concède Vincent Pereira, mais « cela peut servir de site pilote ». Le directeur de la branche biodiversité de la Caisse des dépôts et consignations, pour la Nouvelle-Aquitaine, a suivi de près cette disparition brutale et accompagné la lente transformation. D'un problème est née une solution.



Les zones humides, comme l'étang du Mazet, à Bussière-Galant, dans le Limousin, favorisent la biodiversité. (Photo Juliette Benhaim)

### Aussi un projet agricole

En décembre 2013, une brèche s'ouvre dans la digue de cet étang de 7 800 m<sup>2</sup>, situé au sein du Parc naturel régional Périgord-Limousin. L'étang se vide. Les travaux de remise en état sont trop importants. L'idée naît d'une restauration de la zone humide initiale. Presque dix ans plus tard, le crapaud sonneur à ventre jaune s'est installé, une flore aquati-

que s'est recrée. Même la loutre, exigeante en matière de qualité de l'eau, a laissé des traces de pattes dans la zone humide. « Un plan d'eau, c'est de l'évaporation, de la perte d'eau, c'est moins intéressant en biodiversité qu'une zone humide », reprend Vincent Pereira. L'op-

portunité a donc été saisie de redonner un tracé à ciel ouvert à la rivière qui se noyait dans l'étang. Le vallon a été restauré dans sa forme initiale, des points d'abreuvement pour les troupeaux ont été créés, ainsi que des mares; des clôtures de protection ont été posées. Le site, devenu propriété publi-

que, a été confié par bail à un exploitant qui y fait pâturer ses chevaux.

### La nature reprend ses droits

Car il ne s'agit pas seulement de supprimer un plan d'eau créé dans les années 1970, « nous avons dès le début la volonté d'installer un projet agricole, détaille Vincent Pereira. Les lieux doivent être entretenus si l'on veut qu'ils restent ouverts. Dans le cas contraire, ils vont se boiser ».

La nature prend son temps pour réinvestir l'espace, mais « la trajectoire écologique du site va dans le bon sens ». La zone humide ainsi recrée assure ses différents rôles: tampon en période hivernale, soutien d'étiage en période estivale, épuratoire toute l'année. Elle limite l'évaporation et propose un hébergement idéal pour la faune. Ce n'est pas le crapaud sonneur et les libellules qui diront le contraire.

Par Jean-Louis Mercier,  
Le Populaire du Centre

isère

# Échirolles : mutation d'un îlot de chaleur en espace végétalisé

Pour faire face aux canicules, la ville d'Échirolles, près de Grenoble, a décidé d'agir dans le cadre du Plan national d'adaptation au changement climatique. Après avoir détecté l'un des points chauds de la ville, un espace de 8.300 m<sup>2</sup> composé de la cour de l'école Marcel-David et de ses alentours, elle a mené une vaste opération en transformant cet îlot de chaleur urbain en îlot de fraîcheur de proximité. Objectif : désimperméabiliser cette zone en passant de 97 % à 27 % d'espaces imperméables. Une grande partie du bitume a été retirée, l'espace a été végétalisé, l'eau de pluie est récoltée puis gérée sur le site... Le projet a reçu un Trophée de l'adaptation au changement climatique Life Artisan, signant ainsi son exemplarité dans ce registre.

Françoise Pizelle,  
Le Dauphiné libéré

drôme

# La multiplication des vers de terre

Un havre de biodiversité détonne au milieu des cultures conventionnelles de la plaine de Valence. La ferme du Grand Laval convertie au bio veut prouver qu'agriculture et nature sont compatibles.

**B**ottes aux pieds, épui-  
sette à la main et ju-  
melles autour du cou,  
Maxime Zucca ar-  
pente les parcelles de la ferme  
du Grand Laval. Sa mission du  
jour: repérer, identifier et  
compter les amphibiens qui  
ont élu domicile dans les  
vingt mares que compte cette  
exploitation agricole pas comme  
les autres. « Cette nuit, on  
a vu vingt-deux tritons dans  
une seule petite mare! », s'en-  
thousiasme l'écologue.

**Déjà 1.530  
espèces  
végétales  
et animales  
identifiées**

Alors qu'il étudie depuis un  
an la biodiversité de ces dix-  
sept hectares agricoles au  
cœur de la plaine de Valence  
(Drôme), ce Parisien d'origine  
va de surprise en surprise.  
« On a déjà recensé 1.530 espèces,  
c'est aussi riche qu'une ré-  
serve naturelle! »  
Il faut dire que depuis qu'il a  
repris l'exploitation de son  
grand-père en 2006, le Drô-  
mois Sébastien Blache a bous-  
culé les codes de l'agriculture.  
Cet ancien ornithologue a fait  
le pari de concilier le travail  
de la terre et la biodiversité.  
Pour cela, il est passé du con-  
ventionnel au bio bien sûr, a  
misé sur la diversification des  
cultures, recruté brebis et  
poules pour le désherbage,  
mais il a surtout créé les con-  
ditions du retour d'un maxi-  
mum d'espèces animales: près  
de trois kilomètres de haies,  
des mares, des nichoirs... Et



Aidé de Melvynn et de nombreux autres naturalistes, Maxime Zucca recense les espèces animales et végétales de retour sur ce domaine agricole. (Photos Fabrice Hébrard)

leurs nouveaux occupants le  
lui rendent bien, en se délect-  
ant des ravageurs des cultu-  
res.

## « Cette expérimentation redonne espoir »

« On voit bien que ça marche,  
mais on voulait des arguments  
solides pour prouver qu'agri-  
culture et biodiversité ne sont  
pas incompatibles et que, au  
contraire, elles peuvent se  
nourrir mutuellement », expli-  
que Maxime Zucca. C'est la  
raison pour laquelle ils ont  
fondé, avec le philosophe  
Baptiste Morizot et l'ingé-  
nieur agricole Brice Le Maire,  
l'association Réensauvager la  
ferme, qui a elle-même lancé  
« l'exploration du vivant »  
voilà un an avec le soutien de  
plusieurs fondations privées.

Objectif: identifier l'ensemble  
des espèces animales et végé-  
tales présentes sur la ferme, et  
évaluer scientifiquement leur  
densité.

Pour le premier objectif,  
Maxime Zucca, coordinateur  
scientifique du projet, a fait  
appel à des spécialistes de  
toute la France pour complé-  
ter ses connaissances et les  
outils d'identification dont il  
dispose. « On a déjà reçu envi-  
ron 80 naturalistes depuis un  
an, calcule-t-il. C'était un  
challenge pour nous de les in-  
téresser et, en fait, ça les en-  
thousiasme vachement! Tous  
ont vu les ravages de l'agrochi-  
mie sur la biodiversité, alors  
cette expérimentation leur re-  
donne espoir. » Parmi les 1.530  
espèces identifiées jusque-là,  
1.200 sont des espèces anima-

les, insectes et oiseaux en  
tête. Par exemple, trente-cinq  
libellules différentes cohabi-  
tent sur quelques hectares,  
pour ne citer que ces précieux  
prédateurs d'insectes. « On a  
observé une cinquantaine d'es-  
pèces qui n'avaient jamais été  
répertoriées dans la Drôme »,  
se réjouit Maxime Zucca, fasci-  
né par la richesse de ce  
« couloir de migration stratégi-  
que ».

## Les lombrics à la loupe

Plus on regarde, plus on voit,  
pourrait-on objecter. Pour  
éviter cet écueil, l'association  
respecte également des proto-  
coles scientifiques de comp-  
tage, en vue d'effectuer des  
comparaisons fiables avec  
d'autres sites. En ce mois de  
mars, c'est au tour des vers de

terre d'être passés à la loupe.  
Et c'est Melvynn, étudiant en  
master 2 expertise faune et  
flore, qui s'y colle. Sur dix  
parcelles de la ferme, il effec-  
tue six prélèvements identi-  
ques de terre et en extrait  
tous les lombrics, avant de les  
envoyer à un laboratoire spé-  
cialisé en Bretagne. « Sur les  
parcelles qui étaient en agri-  
culture conventionnelle jusqu'à  
l'an dernier, je n'ai trouvé que  
quatre vers sur les six trous. Là  
[sur une parcelle historique],  
j'en trouve 20 à 30 alors que  
c'est labouré! », s'enthousias-  
me le jeune naturaliste.

« Dès qu'on permet au vivant  
de revenir, ça va très vite »,  
note Maxime Zucca. Qui espère  
convaincre, grâce à l'inven-  
taire qui doit encore durer  
deux ans, un maximum de jeun-  
es agriculteurs de suivre  
l'exemple. « La ferme du  
Grand Laval nourrit cinquante  
habitants par an, on est loin  
des cultures intensives mais  
c'est une exploitation rentable  
qui fournit une alimentation de  
qualité, défend l'écologie. Les  
bénéfices compensent large-  
ment les concessions. »

Floriane Lionnet,  
Le Dauphiné Libéré



Cette grenouille fait partie des nouveaux animaux recensés.

morbihan

# Des fermes collectives « pour revenir à l'essentiel »



Maëla Naël. (Photo Grégoire Laville)

**I**ngénieure agronome de for-  
mation, Maëla Naël est ins-  
tallée, avec quatre associés,  
dans le Morbihan au sein  
d'une ferme collective. Une  
expérience qui lui a donné

l'envie et le temps d'écrire un  
guide (1) sur le sujet.

## Quel type d'agriculture défendez-vous ?

« Une agriculture plus sobre  
et qui soit nourricière, ancrée  
à l'échelle d'un territoire. Mais  
quand on analyse les rapports  
de force, les enjeux économi-  
ques qui conditionnent les  
contraintes des agriculteurs,  
on comprend mieux leurs  
choix.

Beaucoup d'entre eux sont  
coincés dans un système qu'on  
les a incités à intégrer.

## Comment permettre aux agriculteurs d'envisager un autre modèle, selon vous ?

« D'abord, je pense que le mo-  
ment de l'installation est cru-  
cial... C'est là qu'on peut faire

un grand pas en avant, que des  
agriculteurs installés depuis  
trente ans peuvent plus diffi-  
cilement faire. J'ai travaillé dans  
l'accompagnement à l'installa-  
tion pour des personnes en re-  
conversion professionnelle. La  
moitié des agriculteurs ayant  
près de 60 ans, ceux-ci sont  
indispensables pour reprendre  
les exploitations. Sauf que ces  
profils ne sont pas intéressés  
par les fermes à reprendre! »

## Comment les fermes collectives peuvent-elles apporter des solutions ?

« L'une des solutions est de  
créer des groupes qui sont en  
mesure de reprendre ces fer-  
mes. Ils permettent à la fois de  
remplacer les agriculteurs  
partant, mais en apportant des  
nouveau. La ferme collecti-

ve propose de nouveaux fon-  
ctionnements: les vacances et  
le week-end ne sont plus ta-  
bous. Il y a un rapport à la  
convivialité qui permet de lut-  
ter contre l'isolement que vit  
une grande part des agricul-  
teurs. On peut aussi avoir plus  
d'autonomie, de diversifica-  
tion dans les exploitations. La  
ferme collective permet enfin  
de limiter les risques économi-  
ques et écologiques. »

## Quelles sont vos activités au sein de votre ferme collective, dans le Morbihan ?

« Nous sommes cinq associés.  
On a 80 ha, 50 vaches, 50 bre-  
bis, avec transformation froma-  
gère. On fait aussi du mar-  
aîchage et on transforme nos  
céréales en pain. On a converti  
la ferme en bio dès l'installa-

tion. Avec la vente à la ferme,  
tous nos voisins viennent  
acheter leurs produits chez  
nous, et ça devient un carre-  
four, un lieu d'échange. Forcé-  
ment, ça change la vie des ha-  
bitants aussi! Et c'est  
formidable de nourrir ses voi-  
sins, en étant ancré sur un ter-  
ritoire. En fait, c'est bien le but  
de l'agriculture pour moi:  
nourrir les gens autour de soi.  
Mais l'ancrage territorial a  
malheureusement peu à peu  
disparu à mesure que les ex-  
ploitations s'agrandissaient. Il  
faut revenir à l'essentiel. »

Recueilli par Grégoire Laville,  
Ouest-France

(1) « Fermes collectives, le guide  
(très) pratique », éditions France  
agricole, 29 €.



# France terre de LAIT

## NOURRIR AUJOURD'HUI

## & DEMAIN

En cette Journée Mondiale du Lait, célébrée le 1<sup>er</sup> Juin et initiée par la FAO\*, la filière laitière française met à l'honneur les femmes et les hommes qui font le lait :

« Nous, producteurs de lait, industriels privés et coopératives, distributeurs restaurateurs et fromagers, avons confiance en l'avenir parce que notre mission à tous est de garantir notre souveraineté alimentaire. Notre fierté est de vous proposer tous les jours des produits bons, sains, sûrs et accessibles.

Face aux défis économiques, environnementaux et sociétaux, notre démarche France Terre de Lait réaffirme avec force notre engagement au service d'une filière responsable, durable et innovante pour vous nourrir aujourd'hui et demain. »

\* Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



## lot-et-garonne

## L'innovation entre les rangs

Face au changement climatique, la vigne doit s'adapter. À Buzet-sur-Baïse, en Lot-et-Garonne, la coopérative des Vignerons de Buzet utilise de nouvelles méthodes plus respectueuses des sols.

En cinquante ans, la date des vendanges a avancé d'un mois, s'alarme Carine Magot, responsable du service vignes à la coopérative des Vignerons de Buzet (Lot-et-Garonne). Le réchauffement climatique a un impact croissant sur la viticulture. Avec les chaleurs excessives de l'été, la vigne souffre du manque d'eau et le vin a un profil différent. « La vigne synthétise plus de sucre et donc plus d'alcool », explique Carine Magot. Mais si la qualité du vin est altérée, sa quantité l'est aussi. Les grappes sont desséchées prématurément avec la chaleur et les épisodes de gel de plus en plus intenses détruisent une partie de la production.

« D'ici cinquante à cent ans le climat à Buzet sera assez proche de celui du sud de l'Espagne »

Les Vignerons de Buzet cherchent des solutions pour faire face à ces contraintes. Cent soixante viticulteurs et 90 salariés composent cette coopérative qui produit du vin sur 1.950 ha, sur les coteaux sud de la vallée de la Garonne. Depuis environ huit ans, la coopérative s'est lancée dans une série d'expérimentations, « pour tenter de répondre à



Les Vignerons de Buzet ont lancé un vignoble expérimental de 17 ha nommé parcelle « new age ». (Photo Manon Van Overbeck)

cette question : comment continuer à faire de la vigne dans cinquante ou cent ans ? », raconte Carine Magot. Un vignoble expérimental, qui s'étale sur 17 ha, a donc été créé.

#### Plus de biodiversité pour plus de résilience

Avec de l'herbe jusqu'au genou, s'y frayer un chemin n'est pas simple. « Il y en a beaucoup et ça ne nous dérange pas », plaisante la responsable. Et pour cause, les vignerons de Buzet pratiquent la couverture végétale du sol, que l'on appelle aussi utilisation de « couverts végétaux ». Le sol est rempli d'herbes et

de plantes, « certaines sont semées, d'autres poussent naturellement ».

Elles ont toutes un rôle bien particulier. Carine Magot se penche pour en couper une et explique : « C'est de la féverole, elle permet de ramener de l'azote à la vigne, sans l'utilisation de produits chimiques. » Et de manière générale, « plus il y a de la biodiversité dans un écosystème, plus il sera capable de trouver seul une solution à un problème ».

Pour toujours plus de biodiversité, les vignerons pratiquent « l'agroforesterie ». « Nous avons fait des blocs de six rangées de vignes, et entre chaque bloc, un alignement

d'arbres a été planté », montre la responsable. Et selon la plantation des arbres, ils pourront aussi apporter « un effet brise-vent ou d'ombrage ».

#### Des cépages italiens en Lot-et-Garonne

La plupart des vignes sont plantées sur un port très droit et sont très exposées au soleil. Mais sur cette parcelle « new age », c'est différent : « Le port sera retombant », explique Carine Magot. Les grappes pourront alors être à l'ombre grâce à la vigne elle-même, qui est aussi installée plus haut « pour moins subir les variations de température ». Le mi-

croclimat autour des grappes est donc repensé.

Pour réfléchir à ces innovations, la coopérative s'est notamment fondée sur les scénarios du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). « Selon eux, d'ici cinquante à cent ans, le climat à Buzet sera assez proche de celui du sud de l'Espagne actuellement », indique la responsable des vignes. Alors ici, au cœur du Lot-et-Garonne, de nouveaux cépages, plus méditerranéens – tempranillo (espagnol), nielluccio (italien), marselan, syrah – sont déjà cultivés, afin d'analyser leur résistance dans le futur.

Il faudra être patient pour mesurer l'impact réel de ces innovations. « La vigne est une plante pérenne qui dure trente, quarante, voire cinquante ans, révèle Carine Magot, nous n'avons pas encore assez de recul pour des résultats fiables et exploitables. » Mais leurs expérimentations intéressent déjà toute la profession. La coopérative reçoit régulièrement des visites d'étudiants ou de viticulteurs de toute la France. Les Vignerons de Buzet ont même été primés deux fois, au titre de l'adaptation au changement climatique et de l'engagement coopératif dans la transition écologique. Carine Magot s'en réjouit : « Ça donne une crédibilité à nos projets, ça montre qu'on est dans la bonne direction et qu'on doit continuer. »

Manon Van Overbeck,  
La Dépêche du Midi

## loire-atlantique

## Des terres abandonnées reprennent vie

L'association Terres en vie est née en 2016 en Loire-Atlantique autour d'un triptyque qui perdure (agriculture, alimentation, solidarité) après de multiples constats : les porteurs de projets agricoles ont du mal à trouver du foncier ; les Amap (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) ont du mal à remplir leurs paniers ; le vignoble nantais régresse en surface. Dès l'année suivante, ce mouvement citoyen, fort d'une quinzaine de personnes, s'est structuré autour d'un objectif : « Réhabiliter les vignobles abandonnés. »

Cinq ans plus tard, près de deux cents adhérents répartis dans huit groupes locaux, cartographient, inventorient les parcelles viticoles, puis

les qualifient. L'échelle va de « délaissés agricoles » à « friches viticoles »... « Cela permet de quantifier les travaux et de définir les budgets, glisse Michel Gabillard, membre fondateur de Terres en vie. Les chantiers coûtent entre 100 et 3.000 € l'hectare. »

#### Des prairies, des haies

L'association tente de regrouper des îlots pour ne pas avoir à proposer de surface inférieure à deux hectares, puis elle signe un bail avec le ou les propriétaires. « Ensuite, on resème une prairie temporaire, on replante des haies. Bref : on remet de la vie... », défend Michel Gabillard.

Pendant ce temps, les porteurs de projets mûrissent leurs ambitions, « sans ingérence » de la part de Terres



Les bénévoles de Terres en Vie organisent régulièrement des chantiers citoyens pour défricher ou planter des haies bocagères (400 m cette année). (Photo association Terre en vie)

en vie, auprès de la Coopérative d'installation en agriculture paysanne (Ciap) ou de la chambre d'agriculture. « Notre mission, c'est seulement de

sécuriser le foncier. »

En cinq ans, l'association a ainsi restitué 40 ha de terres converties en bio. Sept porteurs de projets y sont instal-

lés. Et 40 ha hectares sont actuellement en fermage.

Émilie Weynants,  
Ouest-France

meurthe-et-moselle

# Des bénévoles derrière la caisse

Lancée en 2020 en plein Covid, l'association Bouge ton coq a permis à 150 épiceries rurales de se lancer sur le principe de la participation. À Landremont, le commerce a fait revivre le village.

Lorsque l'on évoque la ruralité, les termes comme « désertification » ou « France périphérique » sont très souvent convoqués. Mais dans la bouche des acteurs du monde rural, ce sont plutôt les mots « impact », « engagement » et « participation » qui émergent. En 2020, les frères Christophe et Emmanuel Brochot, deux entrepreneurs quinquagénaires et originaires d'Auvergne, font le constat que leur village se dépeuple et perd de sa vitalité. Ils créent alors l'association Bouge ton coq pour tenter de contrer le phénomène. Un nom qui invite à se mobiliser.

Aymard de la Guillonnière est responsable de l'opération épicerie de Bouge ton coq : « On essaye de repérer les choses qui fonctionnent dans les villages, des solutions qui nous semblent pertinentes et de les passer à une échelle la plus large possible. » Ce qui marche quelque part, peut marcher partout.

## « La solution repose sur les citoyens »

Aymard a rejoint l'aventure en septembre 2021, quand Bouge ton coq était encore une toute petite structure de trois personnes. Aujourd'hui, les douze salariés ont lancé un appel à projets dans toute la France. Il poursuit : « On arrive avec des solutions "clés en main", des projets simples qui ne nécessitent pas de discuter pendant six



En donnant de son temps, Geneviève a pu rencontrer de nouvelles personnes. (Photo Thomas Baudoin)

mois. »

Pour revitaliser les campagnes, l'association se concentre sur deux fronts : le commerce (en finançant la création d'épiceries participatives) et la santé (en finançant l'installation de nouvelles maisons médicales). Le volet santé de l'association a vu un premier cabinet fixe ouvrir en novembre et être inauguré en février à Ajain, dans la Creuse. Une cinquantaine de médecins remplaçants se relayent chacun dix jours par an. Bouge ton Coq travaille pour généraliser le modèle à l'échelle nationale.

Pour le volet épicerie, Bouge ton coq ne part pas de zéro.

L'association s'appuie sur le réseau « Monépi » et ses épiceries participatives déjà présentes un peu partout. Bouge ton coq vient alors financer et accompagner la création de nouveaux épis.

## Trouver les partenaires et susciter l'engagement

Car ce que propose surtout Bouge ton coq, c'est d'avoir un pied dans la campagne et un pied chez les financiers. De ce côté, l'association, qui est répertoriée sur le site gouvernemental Aide et Territoire, cherche à être un interlocuteur national en attirant dons et investissements pour la ruralité : « On va chercher des fonds au-

près du grand public via des dons et des micro-dons mais aussi auprès de mécènes et des pouvoirs publics. »

L'association a fait parler d'elle dernièrement avec son appel à projet national. Appel qui s'adresse à tous les acteurs de la vie des villages : élus, associations déjà constituées et particuliers porteurs de projets dans les communes rurales de moins de 3.500 habitants sans commerce. « Une épicerie participative ressemble à toutes les autres épiceries. Sauf qu'au lieu d'avoir un salarié derrière un comptoir, vous avez des bénévoles qui se relayent, qui se connaissent. » Finalement « la solution repose sur les citoyens », résume le res-

pensable du projet.

Aymard, lui, doit se déplacer pour mobiliser, informer et « recruter » des adhérents chez les locaux. Car le voilà, le nerf de la guerre : trouver les bénévoles qui donneront de leur temps (quelques heures par mois) pour faire tourner la boutique.

## Villages d'épiciers

À Landremont (entre Dieulouard et Pont-à-Mousson), l'initiative a pris forme et un an après les premières réunions publiques, Le Caveau a trouvé son rythme.

Avant Monépi et Bouge ton coq, un tissu associatif existait déjà (notamment avec l'association Familles rurales). Le village d'à peine 150 habitants est entouré de producteurs paysans (maraîchers, laitiers). Lorsque les premières réunions d'information ont eu lieu en avril 2022, le village était emballé.

Certains habitants se sont engagés pour organiser les planings, trouver un local et des fournisseurs. Bouge ton coq a donné des moyens, Monépi a créé un outil numérique dédié. Le département de Meurthe-et-Moselle a été un des premiers à soutenir l'initiative. Pas un hasard si l'association se montre ambitieuse et espère y ouvrir jusqu'à dix épiceries. L'appel s'est clos le 28 février dernier et devrait faire émerger une centaine de nouvelles pousses sur tout le territoire.

Thomas Baudoin,  
L'Est Républicain

ille-et-vilaine

# Treebal, la messagerie locale contre « l'infobésité »

Nous sommes en 2020, à Rennes. Samuel, Sophie et David sont en plein questionnement. Perte de repères, inquiétudes en l'avenir, vertige philosophique, quête de sens : tout y passe ! Et le confinement fait son œuvre...

Sophie est une pro du marketing, David est ingénieur agronome spécialisé dans le marketing digital. Tous deux pratiquent assidûment les réseaux sociaux, mais sans s'y retrouver complètement...

Samuel, lui, est issu du monde du numérique et de la cybersécurité. Et comme beaucoup de parents, il est tracassé par le monde qu'il laissera à ses enfants et l'urgence climatique. La pollution numérique et l'« infobésité » l'obsèdent.

## Remettre la communication au centre du village

À force de s'interroger sur ces questions, les trois amis finis-



Samuel Le Port (deuxième en partant de la droite) avec une partie des huit employés et associés de Treebal. (Photo Christian Veyre)

sent par partager une envie commune : proposer une messagerie plus responsable.

« Le numérique représente aujourd'hui 4 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial. Soit l'empreinte envi-

ronnementale du trafic aérien. Notre ambition, c'est de remettre la communication au centre du village. »

« D'emblée, nous nous sommes focalisés sur la messagerie instantanée, poursuit Samuel. Pour

la bonne raison que nous avons tous un smartphone dans notre poche ! Nous voulions développer une appli simple, peu gourmande en ressources et qui puisse s'adapter à tous les terminaux. Même de vieilles générations. Le tout en respectant la confidentialité des utilisateurs. »

## Une alternative « made in Bretagne »

Le nom sera donc Treebal. « Tree » mot anglais pour arbre, et « bal » pour boîte à lettres. L'appli bretonne se positionne donc comme une alternative, à la fois écoresponsable et éthique, aux messageries et réseaux sociaux non européens. Avec une version gratuite pour le grand public et une version payante pour les professionnels (2 € par mois et par utilisateur). Un profil pro et un profil perso. Sans mélange des genres possible.

Une dizaine d'entreprises utilisent déjà Treebal dans les do-

maines de l'agroalimentaire, des services, de la santé, de la distribution (Auchan, Super U), mais aussi du transport.

« Aux États-Unis comme en Europe, on se demande si on ne va pas interdire TikTok... Là, on a une appli développée en France, hébergée en Europe, sans algorithmes et qui associe cybersécurité et souveraineté », plaide Samuel Le Port

Treebal, elle, a fait le choix de la cohérence. Chaque année, l'entreprise reverse 20 % de son chiffre d'affaires pour soutenir des projets environnementaux et des associations comme Planète Urgence ou encore Ecotree. « Treebal est une entreprise à missions. Notre responsabilité c'est de nous engager et de faire bouger les lignes : de montrer qu'on peut être une solution vertueuse, faite ici... »

Christian Veyre,  
Ouest-France

Yonne

# L'union fait la force de la nature

Ultéria est un site qui regroupe une entreprise, une ferme, un centre de formation et bientôt une école. Objectif: réconcilier l'économie avec les préoccupations sociales et environnementales.

Les visiteurs viennent de toute la France s'inspirer de l'expérimentation menée sur ce terrain de 10 ha, entre les coteaux de Saint-Bris-le-Vineux dans l'Yonne.

« Nous ne sommes pas un modèle, précise pourtant Alexis Nollet, cofondateur d'Ultéria. Plutôt un lieu de transmission. » Car le projet qui a fleuri entre les vignes est unique. S'y côtoient Mobil Wood, usine d'agencement d'espaces à impact positif; une fromagerie bio; un centre de formation; et, dans un futur proche, une école Montessori.

L'ensemble forme Ultéria, dont la toile est tissée sur plusieurs axes: donner du sens au travail au service du bien commun, décloisonner les activités, expérimenter une gouvernance participative, s'ancrer dans la ruralité.

## « Le maître-mot c'est la sobriété heureuse »

« Notre idée était de créer de la valeur sociale et environnementale, pas seulement pécuniaire », explique Alexis Nollet, cofondateur, qui se réclame de « l'écologie intégrale ». En 2006, lorsqu'avec l'ingénieur Sébastien Becker, ils reprennent Mobil Wood, les deux Lillois n'avaient pourtant qu'à cœur de « faire tourner l'entreprise ». Elle employait une trentaine de salariés et générait 2 millions d'euros (M€) de chiffre d'affaires.

Très rapidement, l'activité a



Ultéria, un écosystème mêlant l'économie avec Mobil Wood (Alexis Nollet, cofondateur), un centre de formation et l'agroalimentaire avec la chèvrerie de Claire Genet. (Photos Louis Lamure)

progressé grâce à un choix précurseur: « On s'est recentré sur l'agencement de magasins bio. À l'époque, il y en avait 500, aujourd'hui, 4.500. On a accompagné ce développement », relate Alexis Nollet. En moins de dix ans, le chiffre d'affaires atteint 10 M€. Les entrepreneurs achètent deux autres sites, en Bretagne et en Dordogne. Cette réussite leur vaut, en 2015, une proposition de rachat par un groupe américain. Qu'ils refusent. « C'est assez rare de dire non à une belle somme d'argent, explique Alexis Nollet. Mais c'était l'occasion rêvée de tout remettre à plat. En travaillant dans le bio, on a pris vraiment conscience de l'urgence climatique. »

S'entame alors un « cheminement » jusqu'en 2017 et l'achat du terrain à Saint-Bris-le-Vineux, pour « matérialiser » cet écosystème où coexistent économie, social et écologie. « Sur l'ancien site, l'usine était à bout de souffle. On savait qu'on devait reconstruire. »

La nouvelle a été conçue en cradle to cradle (1) pour ne laisser aucun impact, ce qui en fait la première usine recyclable et zéro pollution d'Europe. « La première source de déchets, c'est le BTP », souligne Alexis Nollet. Mobil Wood a choisi ses matériaux avec une exigence écologique forte et le souci d'un cadre de travail agréable pour sa cinquantaine de salariés. « Le maître-mot, c'est la so-



briété heureuse. » Le bâtiment comporte du bois, de grandes ouvertures. Mais aussi des blocs de béton cellulaire, « simplement empilés », ou du métal pour les gaines électriques. Le chantier a été porté par des artisans locaux. « Ces choix génèrent un surcoût. Mais il faut accepter de penser sur un temps long. Dans trente ou cinquante ans, le bâtiment, passif, rapportera plus qu'il ne dépense », assure Alexis Nollet.

## Préparer les générations futures

La même démarche a été menée pour la ferme d'Ultéria. « On voulait développer, à côté de l'entreprise, une activité en lien avec la nature. » Claire Ge-

net, ingénieure agricole, y élève 180 chèvres et commercialise ses fromages localement, mais aussi à Paris ou Lyon. Toujours pour « ne pas oublier le lien avec la terre », des fruitiers serviront de jardin pédagogique. Car « le plus important », aux yeux d'Alexis Nollet, ce sont les enfants. « C'est pourquoi, on a aussi créé une école Montessori, qui prépare les générations futures aux enjeux sociétaux et écologiques. » L'établissement, ouvert en 2018 à Escolives-Sainte-Camille (Yonne), compte une quarantaine d'élèves. Il a vocation à rejoindre l'éco-campus d'Ultéria. « On espère que ce sera le cas en 2024. »

## Formation aux enjeux climatiques

Le volet transmission d'Ultéria passe enfin par la formation. Entre 300 et 500 personnes sont accueillies chaque année, cherchant une expertise en matière de transition écologique. « Par exemple, nous allons sensibiliser 200 personnels de la préfecture de l'Yonne aux enjeux climatiques. » Cette activité est portée par la fondation actionnaire Alterria, qui détient 10% du capital de l'écosystème Ultéria.

Cécile Carton,  
L'Yonne Républicaine

(1) La démarche « Cradle to Cradle » définit et favorise le développement de produits « upcyclables », ce qui signifie que, contrairement au recyclage conventionnel, elle maintient la qualité des matières premières tout au long des multiples cycles de vie du produit et de ses composants.

Finistère

# Des fleurs bio pour relancer la production française

Depuis les premiers jours du printemps, la palette des couleurs de La Fleur bretonne s'étoffe. Installée sur une ancienne pâture, à Pont-Aven dans le Finistère, la petite exploitation de Soizic Drouet et Charly Figueres vient de commencer à commercialiser sa production de fleurs coupées pour la deuxième année.

Membre du jeune collectif La Fleur française, elle illustre la relance d'une production nationale presque totalement fanée par les importations à bas prix.

« Il n'y a pas plus de 500 producteurs en France (dont près de la moitié à Hyères) alors qu'il y a trente ans, la France en comptait 8.000 », se remémore Hélène Taquet. La présidente et fondatrice du collectif rayonne, pourtant: « Des exploitations comme celle de Pont-



Soizic Drouet. (Ph. Jean Le Borgne)

Aven, il s'en crée une par semaine, en ce moment. »

Renforcé par le besoin de retour à la nature apparu avec la crise sanitaire, le mouvement s'intensifie. Pour la jeune hortultrice, la fleur a aussi bénéficié de l'engouement pour la

vente directe. « Beaucoup de gens n'achètent plus de fleurs sachant comment elles pouvaient être produites à l'étranger », assure-t-elle.

Son installation ne s'est pas pour autant décidée sur un coup de tête. Après une dizaine d'années à travailler comme fleuriste, la jeune nantaise a décidé, il y a sept ans, de se lancer: « Je ne m'y retrouvais plus dans ce que je vendais. »

Le couple a trouvé son bonheur dans la cité des peintres chère à Gauguin. « Six hectares dont un peu plus de quatre hectares cultivables. »

## Diversité et saisonnalité

Leur principal atout face à la quinzaine de variétés importées en grands volumes? « Ici, la diversité s'appuie notamment sur la saisonnalité », défend la productrice bretonne. Installée

en bio, l'exploitation compte sur sa zone naturelle humide et ses deux vaches, des Highland, pour protéger ses fleurs. Une méthode complétée par la rotation des cultures. Après deux ans de production et s'il est un peu tôt pour en tirer des conclusions, « les bénéfices sont là, avec peu de ravageurs », se félicite l'horticultrice. Une chouette et le chat font le reste, pour éloigner les rongeurs gourmands de bulbes.

## Le financement en question

Les installations se multiplient en Bretagne, mais aussi en Île-de-France, en région toulousaine ou sur la côte méditerranéenne. Toutes les conditions sont ainsi réunies pour rééquilibrer la balance commerciale des fleurs coupées. Toutes ou presque. Malgré des prix com-

pétitifs et des variétés sans égal à l'importation, le couple breton devra attendre la troisième année pour tirer un salaire de la vente de ses fleurs.

Si La Fleur bretonne a bien bénéficié d'une aide à l'installation et d'un accompagnement technique de la chambre d'agriculture, pour Hélène Taquet, la production manque de soutien en France pour permettre d'accélérer son développement.

« Même s'il ne faut pas tant d'argent pour s'installer et sans compter la difficulté d'accès au foncier, les banques sont frileuses parce qu'elles ne connaissent pas le sujet », souligne l'agricultrice, autrice l'an passé d'un livre consacré à l'installation des fermes florales.

Jean Le Borgne,  
Le Télégramme

L'Oréal - SA, Autorisée de l'Or, 087 312 410 € PCS - Paris 632 012 100  
Siège social 14, rue Royale 75008 PARIS  
TVA / FR 10 632 012 100

# 100%

de nos sites neutres  
en carbone\* d'ici à 2025

\*Scopes 1&2

FLASHEZ POUR  
DÉCOUVRIR NOS  
ENGAGEMENTS



Photo retouchée

## Nous contribuons à la lutte contre le réchauffement climatique.

Depuis 2005, nous avons réduit de 91% les émissions de CO<sub>2</sub> de nos usines et centrales de distribution. Aujourd'hui, 65% de nos sites dans le monde sont neutres en carbone\*, et nous avons déjà atteint notre objectif de 100% en Chine et aux Etats-Unis.

**L'ORÉAL**  
GROUPE

**CRÉER LA BEAUTÉ QUI  
FAIT AVANCER LE MONDE**



Devenons l'énergie qui change tout.

# LA TRANSITION ENERGETIQUE COMMENCE ICI.

Le groupe EDF accompagne chaque territoire dans sa transition écologique avec des solutions adaptées à ses besoins.



FOURNISSEUR OFFICIEL  
D'ÉLECTRICITÉ RENOUVELABLE

En savoir plus sur [edf.fr/solutions-collectivites](https://edf.fr/solutions-collectivites)

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

REUTERS/ESA/ORBIS